

L'ANARCHISME ET LA RÉPUBLIQUE EN ESPAGNE...

Deuxième partie:

En 1931, la *Seconde République* fut proclamée en Espagne, ce qui suscita également un espoir pour les travailleurs; mais, très vite, on s'aperçut que le nouveau régime n'était pas du tout révolutionnaire. Le mouvement libertaire lui-même ne reçut pas cette république avec enthousiasme, mais il ne la combattit pas non plus, son objectif était clair: l'amnistie des prisonniers politiques (parmi eux beaucoup d'anarchistes) et, pour paraphraser Buenaventura Durruti, mettre en place «*un processus de socialisation démocratique*». De sorte que la république ne pouvait être considérée que comme un point de départ. Elle était issue d'une dictature, il était donc logique qu'elle réponde à certaines revendications des travailleurs que l'autoritarisme d'un régime réactionnaire avait ignorées ou réprimées.

D'autres questions sensibles, telles que la réforme militaire, le statut économique, la libéralisation de l'éducation ou la réforme agraire, faisaient l'objet de controverses et ne pouvaient ou ne voulaient pas être traitées par les nouveaux dirigeants, ce qui est immédiatement apparu à la classe ouvrière et la paysannerie. Pour elles, le nouveau régime républicain n'allait pas répondre à ses aspirations. Les revendications économiques et les troubles sociaux ne tardèrent pas, et le gouvernement républicain n'hésita pas à recourir à nouveau à la répression.

Les anars ne soutiendront pas la république, au contraire.

Les anarchistes et les anarcho-syndicalistes avaient accueilli la république avec réserve. En juin 1931, la *Confédération nationale du travail* (CNT) réunit à Madrid des centaines de délégués pour mettre en garde contre la nouvelle répression que le régime républicain serait tenté d'instrumentaliser. La CNT mit en place un programme minimum de solidarité avec les masses paysannes et ouvrières, un programme de collectivisation de la terre et des usines et de tous les moyens de production. Le mouvement anarchiste déclara son opposition à l'État, son but était d'éduquer le peuple pour obtenir son émancipation par la révolution sociale. En ce qui concerne la prétendue division du mouvement anarchiste, et plus particulièrement de la CNT, il faut rappeler que le *Manifeste des Trente* (1) d'août 1931, signé par quelques personnalités prestigieuses comme Juan Peirò, ne cherchait pas la collaboration entre les classes et la participation à l'État. Il dénonçait l'aventure insurrectionnelle d'une minorité au sein de la CNT, mais il faisait une analyse lucide et sensible de la situation de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Il n'y a pas eu de véritable division dans le mouvement anarchiste espagnol, les signataires du manifeste se sont opposés à la *Fédération anarchiste ibérique* (FAI) avec une certaine dose de réalisme, mais ils étaient tous de fermes opposants à l'État et ne pouvaient donc que prétendre renverser le nouveau système républicain.

Le massacre de Casas Viejas (province de Cadix), en janvier 1933, fut déclenché sur l'ordre du gouvernement républicain et socialiste de Manuel Azaña. La garde d'assaut républicaine mit fin aux troubles en Andalousie en incendiant une maison où s'était retranchée une famille de sympathisants anarcho-syndicalistes de la CNT: six personnes périrent brûlées. En tout, dix-neuf hommes, deux femmes et un enfant furent tués, ainsi que trois militaires. Ces événements furent parmi les plus tragiques de la *Seconde République*

(1) Le *Manifeste des Trente* ou *Manifiesto de los Treinta* est un texte politique rendu public à Barcelone, en août 1931, par des militants de la CNT. Il fut notamment signé par Joan Peirò (Secrétaire général de la CNT en 1922-1923, futur ministre), Angel Pestaña (Secrétaire général de la CNT en 1929) ou Juan Lopez Sanchez (futur ministre). Qualifié de «*trentisme*», ce courant idéologique défendait une ligne définie comme «*modérée*», ou du «*possibilisme libertaire*» au sein du mouvement libertaire espagnol.

espagnole et provoquèrent une crise politique qui déboucha sur la chute du gouvernement de Manuel Azaña (2). Ce n'est pas la fronde anarchiste ou son intransigeance qui sont à blâmer pour avoir mis la *Seconde République* en question. C'est l'incompétence des politiciens républicains à entendre les justes revendications des travailleurs et des paysans qui a conduit les anarchistes à l'action révolutionnaire. Définitivement désillusionnés par le nouveau régime, les paysans et les ouvriers prirent leurs distances avec les partis républicains - dont le *Parti socialiste* -, ce qui permit à la droite de remporter les élections en 1934. La révolution des mineurs asturiens eut lieu cette même année. La répression - avec à sa tête une armée républicaine dirigée par le général Franco - fit plusieurs milliers de morts et de prisonniers. Cette insurrection était la preuve du mécontentement des ouvriers face à un système qui continuait à les priver des ressources essentielles et les maintenir sous le joug du pouvoir républicain. Lors du coup d'État du général Franco et de ses hommes de main en juillet 1936, le mouvement anarchiste s'est efforcé de lutter aux côtés des républicains, principalement pour maintenir la cohérence de leur lutte contre le fascisme. Il est vrai qu'en transgressant leurs principes idéologiques les plus élémentaires, les libertaires ont fini par participer aux structures de l'État, mais c'est une chose qui doit être contextualisée dans une situation de guerre et mérite une analyse rigoureuse. Cela n'a évidemment pas été fait pour conquérir des parcelles de pouvoir, mais pour défendre la révolution sociale déjà en cours.

Celui qui croyait à la république, celui qui n'y croyait pas...

Des critiques ont été formulées à l'époque par des personnalités prestigieuses de l'anarchisme, comme Emma Goldman ou Camilo Berneri. La *Fédération anarchiste ibérique* (FAI) demanda un vote de confiance à ses militants à propos de la participation des ministres anarchistes au sein du gouvernement. Le 4 novembre 1936, quatre dirigeants de la CNT entrèrent dans le nouveau gouvernement de la République en guerre présidé par le socialiste Francisco Largo Caballero. C'était un «*événement transcendantal*», comme l'a déclaré ce jour-là *Solidaridad Obrera*, le principal organe d'expression de la CNT, parce que les anarchistes n'avaient jamais fait confiance aux pouvoirs de l'action gouvernementale et parce que c'était la première fois que cela se produisait dans l'histoire du monde. Les anarchistes au sein du gouvernement d'un pays, c'était un événement unique. Peu de militants importants du mouvement anarchiste ont refusé de franchir ce pas vers le pouvoir, et la résistance de la «*base*», de cette base syndicale révolutionnaire qui s'était affrontée jusque-là aux dirigeants de la République, a également été minime contre cette décision. L'été révolutionnaire 1936, sanglant mais mythique, était déjà passé. Les anarchistes radicaux et les syndicalistes modérés, qui s'étaient affrontés et divisés au sein de la CNT dans les premières années républicaines, étaient maintenant réunis, s'efforçant d'obtenir le soutien nécessaire pour mettre en pratique leurs nouvelles convictions politiques. Il s'agissait de ne pas laisser les mécanismes du pouvoir politique entre les mains des autres organisations politiques, une fois qu'il était apparu clairement que ce qui se passait en Espagne était une guerre et non plus une révolution.

Le *Comité national* de la CNT a choisi les quatre noms destinés à cette mission: Federica Montseny, Juan Garcia Oliver, Joan Peiró et Juan Lopez. Avec ces quatre dirigeants, les deux principaux secteurs qui avaient lutté pour la suprématie dans le mouvement anarcho-syndicaliste pendant les années républicaines étaient représentés de manière équilibrée: les syndicalistes et la *Fédération anarchiste ibérique* (FAI). Joan Peiró et Juan Lopez, ministres de l'Industrie et du Commerce, étaient les figures incontestées de ces syndicats d'opposition qui, après avoir été expulsés de la CNT en 1933, sont revenus au bercail peu avant le soulèvement militaire. Juan Garda Oliver, le nouveau ministre de la Justice, était le symbole de «*l'homme d'action*», de la «*gymnastique révolutionnaire*», de la stratégie insurrectionnelle contre la République, qui s'était érigée à partir des journées révolutionnaires de juillet 1936 à Barcelone. Federica Montseny, ministre de la Santé, était célèbre par son appartenance familiale. Elle était la fille du militant anarchiste, poète et écrivain Federico Urales. Elle était connue pour sa plume, qu'elle avait taillée pendant la République pour attaquer, à partir d'un anarchisme intransigeant, tous les traîtres réformistes. Elle fut également la première femme ministre de l'histoire de l'Espagne.

(À suivre...)

Daniel PINÓS.

(2) Manuel Azaña Díaz (mort en exil le 3 novembre 1940 à Montauban où il est inhumé) était écrivain, journaliste, homme politique. Président du gouvernement provisoire de la République espagnole (du 14 octobre 1931 au 16 décembre 1931) et deuxième président de la Seconde République de 1936 à 1939, Manuel Azaña est une des grandes figures du républicanisme espagnol.